



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 2 au 8 octobre 2020

Le 9 octobre 2020

Résumé

Asie du Sud : Récession de 7,7% pour l'Asie du Sud en 2020 selon la Banque mondiale.

Afghanistan : Rencontre à New Delhi entre le chef de l'exécutif afghan et le Premier ministre indien Modi. Déclin de l'IDH pour la première fois depuis 1990. Aide de l'Allemagne de 240 M EUR.

Bangladesh : Augmentation des exportations au terme du T1 de l'exercice 2020/21. Augmentation des transferts de migrants au terme du T1 2020/21. Baisse du taux de pénétration des assurances en 2019. Lancement d'un programme de construction de 880 000 logements pour 1,5 Mds EUR d'ici mars 2021. Premiers achats de GNL sur le marché spot afin de faire baisser la facture énergétique.

Bhoutan : Forte inflation du prix des produits alimentaires. Prêts garantis par l'Etat aux PME. La moitié des PME pessimistes quant à l'avenir.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Nouvelle révision à la baisse des prévisions de croissance de la Banque mondiale. Poursuite de l'amélioration de l'indice PMI services. Réduction de près de 50% du déficit commercial bilatéral avec la Chine au terme des cinq premiers mois de l'exercice budgétaire en cours. Le déficit budgétaire déjà équivalent à 109,3% de la cible fixée pour l'exercice en cours. *Politiques monétaire et financière* : Nomination des nouveaux membres du comité de politique monétaire de la banque centrale. *Autres informations* : Nouvelles mesures du plan de réouverture.

Maldives : Forte révision à la baisse des prévisions de croissance de la Banque mondiale. Redémarrage progressif du secteur touristique.

Népal : Forte révision à la baisse des prévisions de croissance de la Banque mondiale. Contribution obligatoire du secteur bancaire à la lutte contre le COVID-19. Demande de traitement préférentiel pour 76 produits népalais exportés vers le Bangladesh. Financement de la BASD de 150 M USD à l'Autorité de l'aviation civile népalaise. Exonération de TVA pour les importations de fer et d'acier.

Pakistan : Progression de l'inflation en septembre. Hausse de la collecte fiscale au T1 2020/21. Forte augmentation des ventes de ciment au T1 2020/21. Poursuite de l'amélioration des comptes courants. Progression des flux nets d'IDE sur les deux premiers mois de l'exercice 2020/21. Augmentation soutenue des rapatriements de bénéficiaires et de dividendes sur les deux premiers mois de 2020/21.

Sri Lanka : Paiement de l'obligation souveraine d'1 Md USD. Forte révision à la baisse des prévisions de croissance de la Banque mondiale. 351 M USD d'investissements approuvés par le BOI au cours du S1 2020. Taux de chômage à 5,4% au T2 2020.



ASIE DU SUD

- **Récession de 7,7% pour l'Asie du Sud en 2020 selon la Banque mondiale.** Selon le rapport « *Beaten or Broken ?* » la région fait aujourd'hui face à la pire récession de son histoire. L'institution prévoit une contraction de l'économie de 7,7% en 2020 contre une croissance de 6% par an ces cinq dernières années. Les travailleurs informels (75% de la population active) seraient les plus touchés et la consommation privée qui chuterait de 10% en g.a. ne devrait pas rebondir rapidement. L'Inde est le pays le plus touché de la région avec une prévision de contraction du PIB de 9,5%. Le rapport rappelle que ces chiffres peuvent être amenés à s'aggraver puisque l'épidémie n'est pas encore sous contrôle. La croissance pourrait reprendre à 4,5% en 2021 mais considérant la croissance démographique, le PIB par habitant devrait se situer à 6% en deçà des résultats de 2019. Cette crise est d'autant plus inédite qu'il s'agit cette fois d'une contraction de la demande intérieure alors que les précédentes crises économiques concernaient la chute des investissements et des exportations.

AFGHANISTAN

- **Rencontre à New Delhi entre le chef de l'exécutif afghan et le Premier ministre indien Modi.** Abdullah Abdullah a rencontré le Premier ministre indien ce jeudi et le Ministre des affaires étrangères indien S. Jaishankar ce vendredi. Il a exprimé sa gratitude pour le soutien indien apporté dans de nombreux domaines à l'Afghanistan ces 20 dernières années, tel le *Turkmenistan-Afghanistan-Pakistan-India* (TAPI) pipeline. Il a aussi affirmé compter sur le soutien et l'amitié de l'Inde dans le futur et au sein de la région. Enfin Narendra Modi a réaffirmé l'engagement de l'Inde à approfondir les relations bilatérales historiques avec l'Afghanistan et l'Inde s'est engagée à soutenir le développement de l'Afghanistan à hauteur de 3 Mds USD.
- **Déclin de l'Indice de développement humain pour la première fois depuis 1990.** Selon le rapport de l'ONU « *Potential Impact of the Coronavirus Pandemic on SDG Attachment* » la pandémie a ralenti les progrès de l'Afghanistan dans la poursuite des objectifs de développement durable. Ainsi le taux de pauvreté est passé de 55% à 72% avec l'arrivée du virus. D'après les données du rapport, le gouvernement devrait investir près de 15% du PIB pour une intervention immédiate dans le secteur de la santé. 300 M USD devraient être alloués à la poursuite des objectifs de développement durable, 250 M USD pour une intervention d'urgence contre le COVID-19 et 2,5 Mds USD pour la protection sociale des populations. Mais ces propositions dépassent largement les capacités financières du pays. C'est pourquoi d'autres mesures plus atteignables sont suggérées comme la subvention des salaires et des retraites ou encore des allocations chômage, le tout représentant 1,5% du PIB.
- **Aide de l'Allemagne de 240 M EUR.** Cette aide sera destinée à la coopération financière et technique et s'ajoute à l'aide de 180 M EUR pour la stabilisation des projets en cours et celle de 19,4 M EUR destinée à l'aide humanitaire. Avec cette nouvelle aide, l'Allemagne honore son engagement de 430 M EUR par an formulé au cours de la Conférence de Bruxelles en 2016. L'Allemagne est le deuxième plus grand donateur pour le développement et la reconstruction en Afghanistan.

BANGLADESH

- **Augmentation des exportations au terme du premier trimestre de l'exercice 2020/21.** Après un trimestre mai-juin 2020 très difficile avec une chute à 4,7 Mds USD, les statistiques pour le T1 de l'exercice budgétaire 2020/21 montrent que le Bangladesh retrouve des niveaux similaires



à la période pré-covid, sans toutefois observer d'effet de rattrapage. Les exportations se sont établies à 9,9 Mds USD, (+2,5% par rapport au T1 2019/20).

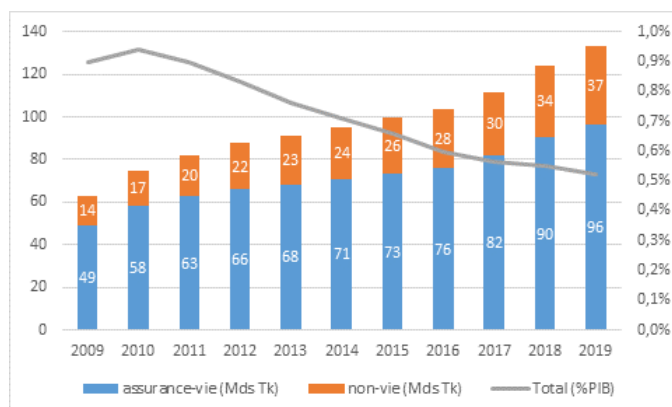
Ce montant global masque des résultats très différents en fonction des secteurs mais également des pays de destination des marchandises. Ainsi, alors que les Etats-Unis, premier importateur, ont importé nettement plus (+8,4%) que l'année passée – ce n'est pas le cas du Royaume-Uni (-4,4%) et l'Espagne (-3,4%) respectivement 3^{ème} et 4^{ème} importateur en valeur. De la même manière, les différents sous-secteurs du prêt-à-porter ont connu des résultats très contrastés : le tricot – ou *knitwear* – a atteint 4,5 Mds USD (+7%) lorsque les articles tissés – *woven* – ont chuté à 3,7 Mds USD (-5,8%).

- **Augmentation des transferts de migrants au terme du premier trimestre 2020/21.** Les transferts de fond de la part des expatriés, après avoir graduellement baissé entre janvier et avril jusqu'à atteindre 1,1 Mds USD, ont nettement rebondi à tel point qu'un nouveau record a été établi en juillet avec 2,6 Mds USD envoyés en un seul mois. Depuis, les transferts se maintiennent à un niveau élevé permettant d'enregistrer une hausse de +49% pour le premier trimestre de 2020/21 par rapport à la même période un an auparavant.

Ces bons chiffres, qui semblent contredire les prévisions négatives de la Banque mondiale (-20% en 2020), seraient d'après les experts surtout le reflet d'un recours moindre au *hundi*, transferts informels, limité par des liaisons aériennes moins fréquentes et d'expatriés qui retournent massivement au Bangladesh en rapatriant toutes leurs économies.

- **Baisse du taux de pénétration des assurances en 2019.** Le secteur de l'assurance est encore peu développé au Bangladesh. Le taux de pénétration, calculant les primes d'assurance-vie et autres assurances, atteint 0,5% du PIB en 2019 d'après le classement *World Insurance de Swiss Re Institute*, ce qui place le pays à la 85^{ème} place sur 88 pays loin derrière l'Inde (42^{ème}, 3,76%) et le Vietnam (58^{ème}, 2,24%). Dans la région, Sri Lanka se classe 75^{ème} (1,25%) et le Pakistan 79^{ème} (0,88%). Le secteur est régulé par *l'Insurance Development & Regulatory Authority* (IDRA) et la plupart des assureurs sont membres de la *Bangladesh Insurance Association* (BIA). Le secteur des assurances-vie est le plus développé, avec des primes d'assurance cumulées de 96,1 Mds Tk en 2019, en croissance de 6,8% en un an. Les primes des assurances autres s'élevaient à 36,8 Mds Tk, +8,6% par rapport à 2018. Malgré cette croissance, le montant total des primes d'assurance en point de PIB ne cesse de diminuer depuis 2010.

Primes d'assurance en Mds Tk et en % du PIB



Source : IDRA et *Bangladesh Economic review* (pour le PIB)

Le secteur souffre d'une mauvaise gouvernance, d'une régulation peu incitative et de produits peu attractifs. Depuis fin 2018, la Banque mondiale a lancé le projet « *Bangladesh Insurance Sector Development Project* » afin d'améliorer les performances d>IDRA et de la *Bangladesh*



Insurance Academy et de moderniser les deux assureurs publics *Bangladesh Jiban Bima Corporation* (assurance-vie) et *Bangladesh Sadharan Bima Corporation* (assurance non-vie). Pour un coût de 80 M USD, ce programme doit s'achever en 2022.

- **Lancement d'un programme de construction de 880 000 logements pour 1,5 Mds EUR d'ici mars 2021.** Dans le cadre de *Mujib Year*, centenaire de l'anniversaire de la naissance du premier président du Bangladesh, le gouvernement a lancé un programme de construction de 882.000 logements destinés à autant de familles sans domicile fixe. En 2014, la Première Ministre avait ordonné un recensement des familles ne disposant pas de terres et de celles sans logement. Ce nombre atteindrait aujourd'hui 1,46 M de personnes soit un peu moins de 1% de la population totale. Le *Household Income and Expenditure Survey* (HIES) 2019 estimait que 75% des familles bangladaises résident dans des maisons en terres permanentes alors que seulement 5% vivent dans des logements en dur.

L'enveloppe de 150,8 Mds Tk (1,5 Mds EUR) vise à la construction de logement avec mur permanent et toit temporaire (semi-pucca) entre octobre et le 17 mars 2021. La construction sera réalisée dans le cadre des programmes *Ashrayan Project* (Primature), *Cluster Village Programme* (Ministère du gouvernement local) et *Housing Project in Disaster-Prone Areas* (Ministère de la gestion des catastrophes).

- **Premiers achats de GNL sur le marché spot afin de faire baisser la facture**, qui s'élevait à 1,2 Mds\$ en 2019. Afin de réduire la facture énergétique du pays, l'opérateur public PETROBANGLA s'est finalement tourné vers l'achat de gaz sur le marché spot. Alors qu'en août 2020 le pays importe de *RasGas* à 5,24 USD/mmbtu et d'*Oman Trading International* (OTI) à 4,86 USD/mmbtu, le gouvernement a décidé d'acheter 3,49 bcf auprès du singapourien *Vitol Asia* sur le marché spot au prix de 3,83 USD/mmbtu. Cet achat coûtera ainsi à Petrobangla 1,33 Mds Tk (13 M EUR) soit une économie d'environ 3 à 4 M EUR. En 2019/20, Petrobangla a importé 200 bcf de GNL, en hausse de 65% sur un an. Les importations s'élèvent actuellement à 20% de la consommation. Cette dépendance devrait coûter cher au pays : 1,2 Mds USD d'importations en 2019 et plus du double en 2020 d'après les estimations.

Cette décision d'acheter sur le marché spot intervient alors que le Bangladesh sous-utilise sa capacité de regazéification. En août 2020, les deux unités de regazéification (FSRU) ajoutaient dans le réseau 560 mmcf, contre une capacité installée de 1.000 mmcf. Cela coûte cher à Petrobangla qui rémunère les opérateurs quel que soit la quantité de gaz gazéifiée. La sous-utilisation des capacités de regazéification tient principalement à un réseau de transmission inadapté. Alors que les FSRU ont été mises en route en août 2018 et avril 2019, les pipelines permettant d'acheminer le gaz dans le reste du pays n'étaient pas prêts. La construction de nouveaux pipelines entre Chittagong-Feni-Bakhrabad (181 km), par l'autorité en charge de la transmission Gas Transmission Company Limited (GTCL) en avril 2020 devrait permettre graduellement d'augmenter l'utilisation.

BHOUTAN

- **Forte inflation du prix des produits alimentaires.** L'inflation a augmenté de 7,6% en g.a. au mois de juillet 2020 (contre 3,1% en juillet 2019) et les prix des produits alimentaires de 14,9% en g.a., dont la viande importée (+38%), du poisson (26,5%) et des légumes (20,9%).
- **Prêts garantis par l'Etat aux PME.** Le *National Credit Guarantee Scheme* devrait être lancé à la fin du mois. Il a pour but de faciliter l'accès des PME aux financements. Les prêts ne compteront aucun collatéral et le gouvernement en garantira une partie. Ce programme de 3 Mds BTN (40,9 M USD) prévu pour trois ans sera piloté par la *Bank of Bhutan*, la *Bhutan Development Bank* et la *Cottage and Small Industries Bank*. La Banque centrale est également



impliquée et sera chargée de fournir aux parties prenantes des lignes directrices et recommandations.

- **La moitié des PME pessimistes quant à l'avenir.** Selon une étude de l'*International Trade Center*, 50% des grandes entreprises bhoutanaises ont été sévèrement impactées par la crise du COVID-19, contre 33% pour les moyennes et 36% pour les plus petites. Le secteur le plus touché est l'industrie manufacturière dont 41% des entreprises ont été impactées alors que le secteur des services qui compte pourtant près de 80% des entreprises du pays n'a été touché qu'à 25%. En revanche, si 75% des grandes entreprises et 50% des PME se disent optimistes sur la poursuite de leur activité, 45% des microentreprises craignent le risque de fermeture d'ici 3 mois. Si 6% des entreprises enregistrent une augmentation des ventes, seules 9% déclarent avoir dû licencier. Enfin, l'étude montre que les entreprises attendent du gouvernement, à 78% des programmes de financement, à 59% des allègements de taxes, et de loyer (38%).

INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **Nouvelle révision à la baisse des prévisions de croissance de la Banque mondiale.** L'Institution prévoit désormais une contraction de 9,6% du PIB pour l'exercice budgétaire en cours débuté le 1^{er} avril dernier. Cette nouvelle estimation est supérieure de 6 points de pourcentage par rapport à celle de juin dernier (-3,2%) et est en phase avec le consensus des économistes qui table à présent sur une récession à deux chiffres. Toutefois, la Banque mondiale rappelle que cette prévision reste soumise à de nombreux aléas, particulièrement en lien avec l'évolution de la situation sanitaire et son impact direct sur la reprise de l'activité économique.
- **Poursuite de l'amélioration de l'indice PMI services, à présent proche de l'équilibre.** L'indice des directeurs d'achats de services (PMI) s'établit à 49,8 en septembre (après 46 en août). Si l'activité des services s'améliore, elle reste néanmoins dans la zone de contraction (un PMI inférieur à 50 représente une contraction) et reste en retard sur le PMI manufacturier, qui a enregistré un plus haut depuis huit ans en septembre. Des assouplissements significatifs des restrictions sur l'accueil et les activités récréatives, dans le cadre des directives du gouvernement pour la cinquième phase de réouverture devraient favoriser une nouvelle normalisation des services permettant un rattrapage plus rapide de l'activité.
- **Réduction de près de 50% du déficit commercial bilatéral avec la Chine au terme des cinq premiers mois de l'exercice budgétaire en cours.** La forte croissance des exportations de l'Inde vers la Chine (+27% en glissement annuel contre +9,5% un an plus tôt), couplée à une forte contraction des importations (-27% en g.a.), a ainsi ramené le déficit commercial à 12,6 Mds USD sur la période avril-août 2020 (à comparer avec un déficit de 22,6 Mds USD un an plus tôt).
- **Le déficit budgétaire déjà équivalent à 109,3% de la cible fixée pour l'exercice en cours** (contre 89,8% de la cible à la même période un an plus tôt). Au terme des cinq premiers mois de l'exercice 2020/21, les recettes fiscales s'élèvent à 2 845 Mds INR (17,4% de la cible annuelle à comparer à 4 046 Mds INR et 24,5% de la cible un an plus tôt), alors que les dépenses atteignent quant à elles 12 477 Mds INR, soit 41% de l'objectif fixé par le ministère des Finances (à comparer à 11 753 Mds INR et 42,2% de la cible un an plus tôt).



POLITIQUES MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

- **Nomination des nouveaux membres du comité de politique monétaire de la banque centrale.** Le gouvernement central a nommé trois membres externes au Comité de politique monétaire (MPC) de la RBI. Le Dr Ashima Goyal, le Dr Jayanth R Varma et le Dr Shashanka Bhide, tous trois issus du milieu universitaire, ont été nommés, en remplacement du Dr Chetan Ghate, du Dr Pammi Dua et du Dr Ravindra Dholakia, arrivés au terme de leur mandat de quatre ans. Pour rappel, la RBI a été contrainte de reporter son Comité de politique monétaire bimensuel prévu fin septembre-début octobre, le quorum n'étant plus atteint.

AUTRES INFORMATIONS

- **Nouvelles mesures du plan de réouverture.** Le 30 septembre, le gouvernement a présenté le plan de réouverture dit « Unlock-5 », il prévoit qu'à partir du 15 octobre les Etats et territoires pourront décider de l'opportunité de rouvrir les écoles. De même à partir de cette date, les lieux publics fermés (cinémas, bars et restaurants etc.) seront autorisés accueillir jusqu'à la moitié de leur clientèle normale dans la limite de 200 personnes maximum. Le Ministère des affaires intérieures rappelle l'interdiction de restreindre les mouvements des personnes et des biens entre les Etats ou au sein des Etats. En revanche, les vols internationaux restent interdits sauf autorisation spéciale, les universités ne pourront rouvrir dans un premier temps uniquement pour les chercheurs et étudiants en thèse qui auraient besoin de laboratoires et le confinement dans certaines zones est prolongé jusqu'au 31 octobre.

MALDIVES

- **Forte révision à la baisse des prévisions de croissance de la Banque mondiale,** qui prévoit une contraction du PIB de -19,5% en 2020, soit une correction de respectivement -25 et -6,5 points de pourcentage par rapport aux prévisions d'octobre 2019 et juin 2020. La croissance devrait rebondir en 2021 à +9,5%. Par comparaison, la croissance pour 2019 fut de 5,9%. La pandémie et les restrictions sur les voyages impactent fortement le secteur du tourisme, dont dépend l'économie de l'archipel : deux-tiers du PIB et 80% des exportations. Il est estimé que 22 000 Maldiviens travaillant dans le tourisme auraient perdu leur emploi et/ou subi une baisse de leurs revenus à cause de la pandémie du COVID-19. Ce chiffre n'inclut pas les employés des maisons d'hôtes, les saisonniers et ceux offrant des services auxiliaires. Par conséquent, le taux de pauvreté, en utilisant le seuil de 5,5 USD (base 2011, en PPP), devrait plus que doubler pour atteindre 5,6% en 2020, contre 2,5% l'an dernier. Le déficit public devrait se creuser à -22,5% cette année contre -6,4% en 2019. Quant au solde du compte courant, celui-ci devrait se réduire à -19,5% du PIB contre -25,7% l'an dernier.
- **Redémarrage progressif du secteur touristique.** Le nombre de touristes a fortement baissé, 402 089 sur la période janvier – août, soit -65,1% en glissement annuel. Selon le ministère du tourisme, le nombre d'établissements opérationnels en janvier était de 941 sur 955 enregistrés avant d'atteindre un plancher à 15 en mai et juin. Le taux d'occupation des hébergements touristiques s'est par conséquent effondré de 72,7% en janvier (1,1 M de nuitées) à 2,5% en juin (2326 nuitées). Néanmoins, la réouverture du pays aux touristes le 15 juillet a permis un léger redémarrage du secteur. En août dernier, 164 établissements hôteliers étaient opérationnels. Sur ce même mois, le taux d'occupation était de 11,3% (soit +8,8 points de pourcentage par rapport à juin) et de 67 610 nuitées. Le taux d'occupation moyen sur la période janvier – août 2020 est de seulement 26%. Les maisons d'hôtes, situées sur des îles habitées, devraient rouvrir à compter du 15 octobre.

**NEPAL**

- **Nouvelle révision à la baisse des prévisions de croissance de la Banque mondiale.** L'Institution prévoit désormais une croissance de 0,6 % du PIB pour l'exercice budgétaire en cours débuté mi-juillet dernier. Fin juillet la Banque prévoyait une croissance de 2,1% en cas de reprise économique et de repli de l'épidémie et une contraction de 2,8% dans le pire des scénarios (reprise de l'épidémie et arrêt de l'activité dans le pays et les principaux partenaires). La Banque mondiale rappelle que ces prévisions restent soumises à de nombreux aléas, en lien avec l'évolution de la situation sanitaire et son impact direct sur la reprise de l'activité économique (en particulier le tourisme et les transferts d'argent des travailleurs népalais expatriés). Par ailleurs, les projections de la Banque mondiale sont bien inférieures aux 7% de croissance ciblés par le gouvernement dans le budget de l'exercice en cours.
- **Contribution obligatoire du secteur bancaire à la lutte contre le COVID-19.** Une nouvelle directive de la Banque centrale népalaise oblige les banques et institutions financières à contribuer au fond de soutien à hauteur de 1% de leurs profits. Leurs contributions s'élèvent à aujourd'hui à 280 M NPR (2,4 M USD). Un tel fond de soutien obligatoire avait déjà été mis en œuvre lors du séisme de 2015.
- **Demande de traitement préférentiel pour 76 produits népalais exportés vers le Bangladesh.** Le Népal souhaiterait voir certains de ces produits exportés vers le Bangladesh (thé, café, fruits, pashmina et épices) exemptés de taxes de douanes. En retour le Bangladesh espère un traitement préférentiel pour 42 de ces produits à destination du Népal. Un projet d'accord de libre-échange serait en discussion entre les deux parties. Le Bangladesh a déjà exempté de douanes 108 produits népalais. Par ailleurs les deux parties ont prévu de signer un protocole d'accord sur le partage de savoir-faire dans le domaine agricole.
- **Financement de la Banque Asiatique de Développement de 150 M USD à l'Autorité de l'aviation civile népalaise.** Ce financement a pour objectif de moderniser les aéroports de Kathmandu et Bhairahawa. 60 M USD seront consacrés à la construction du nouveau terminal de l'aéroport international de Gautam Buddha. Il s'agit de la plus importante contribution de la BASD à l'autorité de l'aviation civile népalaise. Le coût total des projets de rénovation s'élève à 198 M USD.
- **Exonération de TVA pour les importations de fer et d'acier** utilisés dans la fabrication de tuyaux pour les infrastructures hydroélectriques. Cette décision a été saluée par les entrepreneurs du secteur. Le gouvernement a également réduit les taxes sur les véhicules électriques, qui précédemment augmentées, pesaient lourdement sur le prix de vente.

PAKISTAN

- **Progression de l'inflation en septembre.** L'indice des prix à la consommation enregistre une hausse de 9 % en glissement annuel, à comparer à 8,2 % en août. Il progresse également de 1,5 % par rapport au mois précédent (après 0,6 % un mois plus tôt). L'accélération de l'inflation en septembre s'explique principalement par la hausse des prix des produits alimentaires qui comptent pour près de 35 % de l'indice (+5,1 %). L'inflation moyenne s'établit à 8,8 % sur le premier trimestre de l'exercice 2020/21 (1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021), à comparer à 10,1 % au T1 2019/20. L'inflation sous-jacente (hors énergie et denrées alimentaires) atteint quant à elle à 5,5 % et à 7,8 % respectivement en milieux urbain et rural en septembre 2020.
- **Hausse de la collecte fiscale sur le premier trimestre 2020/21.** Selon un communiqué de presse officiel, l'administration fiscale (FBR) aurait collecté 1 004 Mds PKR (6,1 Mds USD)



d'impôts et taxes entre juillet et septembre 2020 (nets des remboursements effectués), dépassant ainsi l'objectif de 970 Mds PKR qu'elle s'était fixée. Le montant collecté au T1 2020/21 s'affiche ainsi en hausse de 4,1 % par rapport premier semestre de l'exercice précédent.

L'administration fiscale a par ailleurs déclaré que les recettes fiscales collectées sur l'exercice 2019/20 ne représentaient plus que 11,4 % du PIB, à comparer à 11,8 % en 2018/19 et 12,9 % en 2017/18.

- **Forte augmentation des ventes de ciment sur le premier trimestre 2020/21.** Elles s'affichent en hausse de 21,9 % en glissement annuel à 13,6 millions de tonnes entre juillet et septembre 2020. Les ventes sur le marché intérieur – qui représentent près de 80 % du total – enregistrent une hausse de 18,8 % qui témoigne de la reprise du secteur de la construction. Les exportations progressent également de 35,7 % au T1 2020/21.
- **Poursuite de l'amélioration des comptes courants.** La balance courante affiche un solde positif de 805 M USD équivalent à 1,8 % du PIB sur les deux premiers mois de l'exercice 2020/21, à comparer à un déficit de 1,2 Md USD un an plus tôt. Cette nette amélioration s'explique principalement par un recul marqué du déficit des échanges de biens à 3,3 Mds USD (-8,1 % en glissement annuel) en lien avec le ralentissement de l'activité économique. Tant les exportations que les importations s'affichent en baisse de respectivement -16,6 % à 3,4 Mds USD et -12,6 % à 6,7 Mds USD. Les transferts de travailleurs, qui continuent de progresser pour s'établir à 4,9 Mds USD (+31 %), couvrent entièrement le déficit commercial.
- **Progression des flux nets d'IDE sur les deux premiers mois de l'exercice 2020/21.** Les flux nets s'affichent en hausse de 39,9 % en glissement annuel pour atteindre 226,7 M USD. Ils ne représentent que 0,5 % du PIB sur la période considérée. Les principaux pays d'origine des investissements directs en flux nets en juillet 2020 sont les Pays-Bas (17,5 % du total), Malte (16,3 %) et le Royaume-Uni (8,2 %). En termes sectoriels, les flux nets d'IDE se concentrent dans les services financiers (37,7 % du total), les communications (16,4 %), les machines électriques (16,1 % du total) ainsi que l'exploration gazière et minière (15,1 %).
- **Augmentation soutenue des rapatriements de bénéfices et de dividendes sur les deux premiers mois de 2020/21.** Ils s'affichent en hausse de 89,5 % en glissement annuel pour atteindre 407,6 M USD (96 % de ces rapatriements sont issus des IDE, le reste provenant des investissements de portefeuille). Le montant des rapatriements de bénéfices et de dividendes représente ainsi près du double des flux nets d'IDE enregistrés sur la période considérée. Les principaux pays vers lesquels les bénéfices et les dividendes ont été rapatriés sont le Royaume-Uni (48,5 % du total), les Etats-Unis (14,2 %), Malte (11,6 %), la Suisse (4,4 %) et Hong Kong (4,3 %). En termes sectoriels, le montant le plus important a été rapatrié par les entreprises œuvrant dans le secteur alimentaire (24,3 % du total), les services financiers (22,1 %), et le secteur des communications (16,1 %).

SRI LANKA

- **Paiement de l'obligation souveraine d'1 Md USD.** Les autorités sri lankaises ont remboursé une obligation souveraine (*International Sovereign Bond*) d'un montant en principal d'1 Md USD qui arrivait à échéance le 4 octobre. Selon la Banque centrale, le remboursement a été effectué le 2 octobre.
- **Forte révision à la baisse des prévisions de croissance de la Banque mondiale.** La Banque mondiale prévoit une contraction du PIB de Sri Lanka de -6,7% en 2020, soit une correction de respectivement -10 et -3,5 points de pourcentage par rapport aux prévisions d'octobre 2019 et juin 2020. La croissance devrait rebondir en 2021 à +3,3%. Par comparaison, la croissance pour



2019 fut de 2,3%. Cette récession affecte directement la population, en particulier les 70% travaillant dans le secteur informel. Par conséquent, le taux de pauvreté, en utilisant le seuil de 3,2 USD (base 2011, en PPP), devrait atteindre 13% en 2020 contre 8,9% l'an dernier. Le déficit public devrait se creuser à -11,1% cette année contre -6,8% en 2019. Quant au solde du compte courant, celui-ci restera stable par rapport à l'an dernier, à 2,2% du PIB.

- 351 M USD d'investissements approuvés par le BOI au cours du 1^{er} semestre 2020.** Les investissements directs étrangers (IDE) effectués par l'intermédiaire du *Board of Investment* (BOI) se sont élevés à 351 M USD au cours de la période janvier – juin 2020. Les deux premiers pays émetteurs sont la Chine (en incluant Hong Kong), à hauteur de 76,4 M USD, et le Royaume-Uni, à hauteur de 74,1 M USD. La France arrive en 18^{ème} position, avec 2,9 M USD. Sur l'ensemble de l'année 2019, les IDE effectués par l'intermédiaire du BOI se sont élevés à 1,2 Mds USD. Les trois premiers pays émetteurs sont respectivement la Chine (avec Hong Kong), à hauteur de 429,8 M USD (soit une part de marché de 36,2%), le Royaume-Uni (157,3 M USD, part de marché de 13,2%) et l'Inde (139 M USD, part de marché de 11,7%). La France était en 2019 à la 12^{ème} position (27,9 M USD ; 2%).
- Taux de chômage à 5,4% au 2nd trimestre 2020.** Le taux de chômage a légèrement baissé au 2nd trimestre 2020, à 5,4%, soit une baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport au 1^{er} trimestre. Le taux de participation de la main d'œuvre au marché du travail était de 50,2% au T2 2020 contre une moyenne de 52,3% sur l'année 2019. La population économiquement active était de 8 M de personnes au T1 2020, avec une différence importante entre les genres : 72,4% des actifs étaient des hommes contre 27,6% de femmes. L'emploi par secteur économique au T1 2020 se répartit comme suit : agriculture (26,5%) ; industrie (27,1%) et services (46,4%) contre une moyenne en 2019 de respectivement 25,3% ; 27,6% et 47,1%.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
Maldives	B3	Négative	-	-	B	Négative	D	D

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse
du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations
exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les
erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas
être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de
l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par P. Pillon, T. Gharib, S. Lefez, P-H. Lenfant, J. Deur,
D. Simon, A. Boitière, J-A. Egea et H. Lafond.

Version du 09/10/2020